

# Mettre les petits agriculteurs au coeur de l'adaptation au changement climatique

Donner les capacités aux petits agriculteurs à faire face aux impacts du changement climatique

Dans le monde, 1,7 milliards d'agriculteurs sont extrêmement exposés aux conséquences du changement climatique. Ceux d'entre eux qui souffrent déjà de la faim sont particulièrement vulnérables. Le déploiement à une plus grande échelle de méthodes de résilience éprouvées à l'échelle locale donne de l'espoir à ces agriculteurs, tout en les aidant à faire face aux aléas climatiques. Il convient d'adopter un nouvel état d'esprit en faisant des agriculteurs vulnérables des partenaires de premier plan dans la recherche de solutions pour accroître leur capacité de résistance et leur permettre de contribuer à la lutte contre le changement climatique. De nouveaux investissements publics ambitieux seront indispensables.

# Résumé

À travers le monde, 1,7 milliards de petits exploitants et d'éleveurs sont fortement exposés aux effets du changement climatique. Ces agriculteurs vivent sur des terres marginales en milieu rural, principalement d'Afrique et d'Asie, dans des conditions souvent difficiles : faibles précipitations, terrains en pente, sols fragiles et accès difficile au marché. Leurs exploitations dépendent directement des précipitations et des températures, très peu ont des économies et des solutions de repli en cas de perte de leur récolte ou d'une partie du troupeau.

Ils sont déjà nombreux à souffrir de la faim, ce qui ne fait qu'accroître leur vulnérabilité. La faim dans le monde touche actuellement 1,02 milliards de personnes, le plus haut niveau jamais atteint, dont plus de 60 % sont des femmes. La faim affecte les zones rurales depuis des décennies et tend de plus en plus à toucher les villes.

Étant donné la situation alimentaire actuelle et la menace du changement climatique, les donateurs et les états doivent prendre des mesures immédiates pour aider les agriculteurs vulnérables à développer leurs capacités d'adaptation et de résistance afin de renforcer leur sécurité alimentaire malgré les chocs climatiques de plus en plus fréquents.

Pour que les exploitations résistent mieux aux changements climatiques, il est nécessaire de renforcer les compétences des agriculteurs vulnérables, d'améliorer leur expertise et leurs capacités d'influence. Il est pour cela nécessaire que les agriculteurs développent une meilleure gestion des ressources, mais également qu'ils bénéficient d'un soutien efficace des institutions locales, nationales et internationales.

L'une des preuves les plus indiscutables de la place limitée qu'occupe l'agriculture durable est la dégradation massive des terres agricoles, malgré quelques initiatives isolées de restauration environnementale. Dans les pays en développement, quelque 384 millions d'hectares de terre cultivable sont en train de se dégrader, affectant 1,4 milliards de personnes. En Afrique, 65 % des terres agricoles sont dégradées. Cependant, il reste souvent possible de les restaurer et de reprendre les cultures, voire d'atteindre un niveau de productivité supérieur, allié à une capacité à faire face aux chocs.

Les pratiques agro-écologiques peuvent donner davantage d'autonomie aux agriculteurs vulnérables possédant de petites exploitations, en leur conférant à la fois une plus grande maîtrise sur leur mode de vie et en leur **donnant les moyens d'améliorer leur sécurité alimentaire, tout en diminuant le risque de récolte déficitaire ou de perte de bétail, du fait de chocs climatiques. Ces pratiques agro-écologiques contribuent également à l'effort d'atténuation du changement climatique.**

Le potentiel de cette atténuation est considérable. On estime que l'agriculture pourrait « fixer » le dioxyde de carbone et réduire ainsi les émissions nettes de gaz à effet de serre de l'ordre de 2 à 3 milliards de mégatonnes de carbone par an sur les 50 prochaines années. Pour y parvenir, les mesures envisagées incluent la restauration des sols dégradés et la plantation d'arbres. Les agriculteurs vulnérables vivent certes souvent dans la pauvreté, mais ils peuvent se révéler de puissants partenaires dans la lutte contre le changement climatique.

Alors que les perspectives d'une issue « gagnant-gagnant » sont encourageantes, de nombreux obstacles demeurent pour l'adoption de pratiques agro-écologiques par les agriculteurs, liés notamment à des orientations politiques ou des cadres réglementaires favorables à des stratégies basées sur des apports d'intrants massifs, qui négligent l'agriculture durable.

La pénurie de terres, de plus en plus criante, et les prévisions d'augmentation du prix de ces produits alimentent un vif intérêt pour l'acquisition de terres dans les pays en développement. De grandes entreprises cherchent à produire des aliments ou des biocarburants menaçant l'accès à la terre des petits agriculteurs. Quelque 120 fonds spéculatifs, fonds de retraite, sociétés agroalimentaires et fonds de capital d'investissement ont récemment investi dans des terres agricoles dans les pays en développement. L'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) estime que 15 à 20 millions d'hectares (soit une surface équivalente à celle de l'Uruguay) ont été négociés depuis 2006.

Pour garantir une issue « gagnant-gagnant » plutôt que des conséquences pour les communautés marginalisées, les cinq principes suivants doivent guider les investissements :

1. Restauration et diversification des ressources naturelles pour en assurer une gestion durable.
2. Création et renforcement d'institutions réactives et ancrées dans le contexte local.
3. Promotion de modes de vie durables.
4. Respect de l'équilibre hommes-femmes.
5. Promotion de modes de décision respectueux des choix des agriculteurs.

Ces principes doivent garantir que les investissements aident effectivement les agriculteurs à assurer leur sécurité alimentaire et à s'adapter aux changements climatiques. Ils doivent reposer sur quatre piliers, qui peuvent se résumer comme suit : défense du droit à la terre, organisations dynamiques d'agriculteurs, services de conseil agricole réactifs et aide publique pour les services environnementaux.

L'aide aux pays en développement (APD) pour l'agriculture a reculé de 75 % depuis une vingtaine d'années, passant d'environ 20 milliards d'USD par an au milieu des années 1980 à seulement 4 milliards d'USD par an ces dernières années. Les donateurs dépensent actuellement

deux fois plus sur les actions d'urgence que sur l'agriculture. Pourtant, les actions de prévention visant à réduire le risque de récoltes déficitaires coûteraient quinze fois moins par personne que l'envoi d'aide alimentaire aux personnes touchées par la faim, contraintes à délaisser leurs terres devenues inexploitable. Les agriculteurs vivant sur des terres marginales ont été largement négligés, tout comme les stratégies d'agriculture durable.

Les petits agriculteurs sont également directement concernés par les négociations et décisions portant sur l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques. D'après la Banque mondiale, l'aide aux pays en développement en matière d'adaptation coûtera entre 75 et 100 milliards d'USD par an sur la période 2010-2050. Au total, Oxfam International estime qu'au moins 150 milliards d'USD par an seront nécessaires pour répondre aux besoins essentiels des pays en développement en termes d'adaptation et d'atténuation.

Les pratiques agro-écologiques peuvent permettre simultanément d'atteindre la sécurité alimentaire et de participer à l'adaptation aux changements climatiques et à leur atténuation. Toutefois, les financements actuels ne favorisent pas ce type de pratiques. Seuls 14 % des financements de la Facilité de l'Union européenne en faveur de la sécurité alimentaire (d'un montant total d'un milliard d'euros) incluaient une composante agro-écologique, tandis que 51 % impliquaient des intrants chimiques. Parallèlement, le financement actuel pour permettre l'adaptation aux changements climatiques dans les communautés vulnérables reste actuellement dérisoire. Des investissements d'envergure doivent être engagés pour renverser la tendance et veiller à ce que les agriculteurs vulnérables disposent des outils pour améliorer leurs capacités de résistance aux chocs climatiques.

Pour relever ces défis, il est nécessaire, selon Oxfam International, que les États et les agences d'aide :

- **Investissent davantage dans l'agriculture**, en privilégiant les approches agro-écologiques, indispensables pour améliorer la sécurité alimentaire et aider les agriculteurs vulnérables à s'adapter aux changements climatiques et à participer à son atténuation.
- **S'engagent à investir 150 milliards d'USD pour l'atténuation et l'adaptation des populations des pays du Sud aux changements climatiques.** Ces financements doivent être additionnels à l'APD, que les pays riches se sont engagés à porter à 0,7 % de leur PNB d'ici à 2015.
- **Promeuvent la résilience des populations rurales pour aider les petits exploitants vulnérables à garantir leur sécurité alimentaire et à s'adapter au changement climatique.**
- **Tirent parti de l'énorme potentiel de l'agriculture des pays en développement pour contribuer à l'atténuation.** Les éleveurs et les agriculteurs (notamment les groupes particulièrement exposés comme les femmes) doivent être considérés comme des partenaires essentiels dans la lutte contre le changement climatique.

- **Privilégient les investissements en faveur des petits exploitants travaillant sur des terres marginales et dégradées.**
- **Déploient à plus grande échelle les mesures éprouvées au sein de communautés,** en promouvant notamment les pratiques agro-écologiques.
- **Ciblent les investissements publics pour combler les lacunes du secteur privé.** Les investissements en faveur de la sécurité alimentaire et de l'adaptation doivent privilégier les zones marginales présentant peu d'intérêt financier pour les investisseurs, mais rassemblant la plupart des agriculteurs vulnérables.
- **Fassent tomber les obstacles institutionnels auxquels sont confrontées les femmes agricultrices** en formant des agents de développement pour répondre aux besoins spécifiques des femmes agricultrices et en recrutant des femmes pour travailler en tant qu'agents de développement, en protégeant les droits des femmes grâce à la mise en place d'un registre foncier communautaire et en améliorant l'accès des femmes aux intrants, aux technologies et aux services financiers.
- **Tiennent des statistiques sur l'égalité hommes-femmes,** étant donné l'importance du sujet pour comprendre la dynamique essentielle de la réduction de l'insécurité alimentaire et de l'adaptation au changement climatique.
- **Tirent parti des importants recoupements entre les mesures d'adaptation et d'atténuation dans le domaine de l'agriculture.**

© Oxfam International, novembre 2009

Ce document d'information a été rédigé par Jules Siedenburg, Kimberly Pfeifer et Kelly Hauser, avec l'aide de Gina Castillo, Sarah Blakemore, Asier Hernando Malax-Echevarria, Vanita Suneja, Richard English, Rujarek Bumrasarinpai et Fred Mousseau. Oxfam remercie Katie Allan, Emily Alpert, Sally Baden, Ferzina Banaji, Sam Bickersteth, Constantino Casabuenas, Marc Cohen, Jim French, Antonio Hill, Steve Jennings, Timothy Mahoney, Donald Nelson, Kate Norgrove, Catherine Pettengell, Melinda Smale, Tony Oliver Smith, David Waskow, Gabrielle Watson, Ines Smyth, John Magrath, Hugh Cole et Marc Wegerif pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Ce document peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [publish@oxfam.org.uk](mailto:publish@oxfam.org.uk)

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :  
[advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.



**Oxfam International**      [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam International est une confédération de 14 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice : Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org)), Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de)), Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au)), Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)), Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca)), Oxfam France - Agir ici ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)), Oxfam Grande-Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)), Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk)), Intermón Oxfam Espagne ([www.intermonoxfam.org](http://www.intermonoxfam.org)), Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org)), Oxfam Mexico ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org)), Novib Oxfam Pays-Bas ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl)), Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz)) et Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca)).

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam International, travaillent vers une possible affiliation complète :

Oxfam India ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Oxfam Japan ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))

L'organisation suivante est liée à Oxfam International :

Bureau de Campagne d'Oxfam International et d'Ucodep (Italie)  
(<http://www.ucodep.org>)

N'hésitez pas à contacter les organisations répertoriées ci-dessus, par téléphone ou par courrier, pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : [www.oxfam.org/fr](http://www.oxfam.org/fr)

Courriel : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)